




Informations de base	
2024/0074(NLE) NLE - Procédures non législatives Décision	En attente du vote du Parlement
Accord UE/Serbie: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en Serbie Subject 7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas 7.10.06 Asile, réfugiés, personnes déplacées; Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF) Zone géographique Serbie, à partir de 06/2006	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div style="border: 1px solid red; display: inline-block; padding: 2px;">LIBE</div> Libertés civiles, justice et affaires intérieures	RESSLER Karlo (EPP)	11/09/2024
		Rapporteur(e) fictif/fictive LAURENT Murielle (S&D) CECCARDI Susanna (Pfe) CIRIANI Alessandro (ECR) OETJEN Jan-Christoph (Renew) KUHNKE Alice (Greens /EFA) SERRA SÁNCHEZ Isabel (The Left)	
	Commission à fond précédente	Rapporteur(e) précédent (e)	Date de nomination
	<div style="border: 1px solid red; display: inline-block; padding: 2px;">LIBE</div> Libertés civiles, justice et affaires intérieures		
	Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination
<div style="border: 1px solid red; display: inline-block; padding: 2px;">AFET</div> Affaires étrangères			
Conseil de l'Union européenne			
Commission	DG de la Commission	Commissaire	

européenne	Mobilité et transports	JOHANSSON Ylva
------------	------------------------	----------------

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
18/03/2024	Document préparatoire	COM(2024)0161 	Résumé
16/07/2024	Publication de la proposition législative	08441/2024	Résumé
16/09/2024	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
05/12/2024	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A10-0027/2024	Résumé

Informations techniques	
Référence de la procédure	2024/0074(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Nature de la procédure	Approbation du Parlement
Instrument législatif	Décision
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 079-p2 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 077-p2
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	En attente du vote du Parlement
Dossier de la commission	LIBE/10/00370

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE766.612	19/11/2024	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A10-0027/2024	05/12/2024	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		08441/2024	16/07/2024	Résumé
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document annexé à la procédure		COM(2024)0160 	18/03/2024	
Document préparatoire		COM(2024)0161 	18/03/2024	Résumé



Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
KUHNKE Alice	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	13/09/2024	University of East Anglia

Accord UE/Serbie: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en Serbie

2024/0074(NLE) - 16/07/2024 - Document de base législatif

OBJECTIF : conclure, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Serbie.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : en vertu de l'article 73, paragraphe 3, du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil, lorsque les circonstances requièrent le déploiement d'équipes affectées à la gestion des frontières issues du contingent permanent du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes dans un pays tiers où les membres des équipes exerceront des pouvoirs d'exécution, l'Union doit conclure avec le pays tiers concerné un accord sur le statut sur le fondement de l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Conformément à une décision du Conseil, l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Serbie a été signé sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure.

Il y a lieu d'approuver l'accord.

CONTENU : le projet de décision du Conseil concerne la conclusion de l'**accord entre l'Union européenne et la République de Serbie** concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Serbie.

Les dispositions de l'accord couvrent tous les aspects nécessaires à la réalisation des actions des équipes chargées de la gestion des frontières du contingent permanent déployées dans un pays tiers où les membres des équipes exerceront des pouvoirs d'exécution, en particulier le champ d'application de l'opération, les dispositions relatives à la responsabilité civile et pénale, les tâches et les compétences des membres des équipes, les mesures relatives à la création d'une antenne et les mesures pratiques liées au respect des droits fondamentaux.

La décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles l'Irlande ne participe pas. Le Danemark ne participe pas à l'adoption de la décision et décidera, dans un délai de six mois après que le Conseil a statué sur la présente décision s'il la transpose dans son droit national.

Accord UE/Serbie: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en Serbie

2024/0074(NLE) - 05/12/2024 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures a adopté le rapport de Karlo RESSLER (PPE, HR) sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Serbie.

Les députés ont recommandé au Parlement **d'approuver** le projet de décision du Conseil.

Pour rappel, la proposition de décision du Conseil vise à approuver l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie sur le statut des actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Serbie, comme le prévoit le règlement (UE) 2019/1896 relatif à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

L'une des missions de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes est de coopérer avec les pays tiers dans les domaines couverts par le règlement européen relatif aux garde-frontières et aux garde-côtes, « y compris par le déploiement opérationnel éventuel d'équipes de gestion des frontières dans les pays tiers ». L'Agence peut coopérer avec les autorités des pays tiers compétentes dans les domaines couverts par le règlement dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ses tâches et peut mener des actions liées à la gestion européenne intégrée des frontières sur le territoire d'un pays tiers, sous réserve de l'accord de ce pays tiers.

Les dispositions de l'accord couvrent tous les aspects nécessaires à la réalisation des actions des équipes de gestion des frontières du corps permanent déployées dans un pays tiers où les membres des équipes exerceront des pouvoirs exécutifs, notamment la portée de l'opération, les

dispositions en matière de responsabilité civile et pénale, les tâches et les pouvoirs des membres des équipes, les mesures liées à la création d'une antenne et les mesures pratiques liées au respect des droits fondamentaux.

Accord UE/Serbie: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en Serbie

2024/0074(NLE) - 18/03/2024 - Document préparatoire

OBJECTIF : conclure, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Serbie.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : l'une des tâches de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes est de coopérer avec les pays tiers en ce qui concerne les domaines relevant du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, «y compris par le déploiement opérationnel éventuel d'équipes affectées à la gestion des frontières dans les pays tiers».

Lorsque les circonstances requièrent le déploiement d'équipes affectées à la gestion des frontières issues du contingent permanent du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes dans un pays tiers où les membres des équipes exerceront des pouvoirs d'exécution, l'Union devrait conclure avec le pays tiers concerné **un accord sur le statut**.

La Serbie est géographiquement située sur l'une des principales voies utilisées par les flux mixtes de migration irrégulière vers l'Union européenne. En 2023, Frontex a enregistré environ 99.000 franchissements irréguliers des frontières extérieures de l'Union européenne sur la route des Balkans occidentaux, ainsi que plus de 25.000 franchissements irréguliers aux frontières que la Serbie ne partage pas avec l'UE. Le nombre élevé d'arrivées irrégulières et de demandes d'asile exerce une pression importante sur certains États membres de l'Union européenne, ce qui rend nécessaire une **action commune et coordonnée au niveau de l'Union**.

En 2020, l'Union européenne et la Serbie ont conclu un accord sur le statut fondé sur le règlement (UE) 2016/1624. Le 18 novembre 2022, à la suite de l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2019/1896, qui a étendu le champ d'application des accords sur le statut, la Commission a reçu l'autorisation du Conseil d'ouvrir des négociations avec la Serbie, ainsi qu'avec le Monténégro, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine en vue d'accords sur les activités opérationnelles à mener par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes dans ces pays sur la base de ce nouveau règlement.

La Commission, au nom de l'Union européenne, et la Serbie ont tenu des négociations formelles en vue de la conclusion d'un accord les 14 septembre et 7 novembre 2023.

CONTENU : la présente proposition de décision du Conseil constitue la base juridique pour la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Serbie concernant les **activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Serbie**.

Les dispositions de l'accord couvrent tous les aspects nécessaires à la réalisation des actions des équipes chargées de la gestion des frontières du contingent permanent déployées dans un pays tiers où les membres des équipes exerceront des pouvoirs d'exécution, en particulier le champ d'application de l'opération, les dispositions relatives à la responsabilité civile et pénale, les tâches et les compétences des membres des équipes, les mesures relatives à la création d'une antenne et les mesures pratiques liées au respect des droits fondamentaux.

Le projet d'accord s'écarte du modèle d'accord sur le statut en prévoyant une immunité limitée de juridiction pénale pour les membres des équipes et en prévoyant une exception limitée à l'inviolabilité des bâtiments, locaux et actifs de l'Agence. Ces dérogations par rapport au modèle sont acceptables compte tenu du statut de la Serbie en tant que pays candidat reconnu à l'adhésion à l'Union européenne.

Le renforcement des contrôles sur le territoire de la Serbie aura une incidence positive sur la gestion des frontières extérieures de l'Union ainsi que sur celles de la Serbie. La conclusion d'un accord sur le statut s'inscrit dans les objectifs et priorités plus larges de la coopération énoncés dans l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et la Serbie.

La conclusion d'un accord sur le statut pourrait également soutenir les efforts et les engagements plus larges de l'Union européenne visant à poursuivre le développement de la coopération et des capacités afin de contribuer à la gestion des réponses aux crises et de promouvoir la convergence en matière de politique étrangère et de sécurité entre l'Union et la Serbie.